

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

BILAN

Bonne Année !

Au terme de cette année 1936, il n'est pas inutile de faire le bilan de la situation internationale. La guerre italo-éthiopienne constitue sans doute un des éléments essentiels, mais elle ne prend toute sa signification que si on l'insère dans l'ensemble des conflits internationaux qui se sont développés au cours de ces derniers mois. Or, il résulte de cet ensemble que le monde, et singulièrement l'Europe, tourne le dos à la paix et s'engage de plus en plus dans la voie d'un règlement de comptes par les armes. Plus que jamais l'organisation internationale apparaît impuissante devant la pression des impérialismes révaux. Plus que jamais les peuples sont dressés les uns contre les autres dans une savante et efficace exploitation du patriotisme.

La S.D.N., coulée par ses pseudo-défenseurs, est en sommeil. Le comité chargé de la mise au point des sanctions est ajourné. La sanction pétrolière n'apparaît plus menaçante. Le Gouvernement anglais, après avoir donné des gages apparents à l'opinion publique, s'apprête à saboter discrètement l'ouvrage que le Parlement lui a donné. On prête même à M. Eden, le jeune champion de la S.D.N., l'intention de se servir de M. Laval pour faire échouer toute la politique sanctionniste.

Pour ce dernier, ses récentes déclarations à la Chambre prouvent assez justement qu'à quel point il se trouve engagé dans le soutien de son cher ami Mussolini. On n'a pas pris assez garde de l'avouer, qu'il a été amené à faire au cours de cette intervention, de l'engagement qu'il avait pris de laisser l'Italie libre en Abyssinie ; ainsi l'opinion française est-elle insiruite, quoique un peu tard, des décisions qu'on prend en son nom. Cette politique de combines, il nous importe peu qu'elle nous fasse perdre la face aux yeux de nos bons alliés les Anglais, mais nous devons la dénoncer, d'admirables complications en Extrême-Orient...

Périsse fasciste. Et ce ne sont point les textes répressifs, d'ailleurs absurdes et dangereux pour les antifascistes, ni l'appel au magistrat qui le supprimera. On a vu cela en Allemagne.

Mais la stupide et décevante politique du Front Populaire travaille sans cesse à aggraver ce péril. Elle le créerait s'il n'existe pas.

L'Allemagne, le tiers silencieux de M. P. Reynaud, s'en rend compte. Son chancelier fait, lui aussi, une politique de guerre, qui l'amène à désagréger l'entente franco-anglaise. Sans doute le jeu est-il difficile, car il doit tenir compte de l'adversaire italien, mais, précisément, cet adversaire se trouve engagé dans une lutte coloniale qui, pratiquement, l'éloignera pendant plusieurs années du Brenner. L'Anschluss, avec la permission de la Grande-Bretagne, est donc réalisable dans un an, dans deux ans. L'alternative devrait ainsi se poser devant les hommes d'Etat français : laisser faire l'Anschluss, sinon faire la paix. Mais la paix n'est pas possible sans concessions à l'Italie. De quelque qu'on se tourne, on s'aperçoit que les perspectives sont bouchées.

Nous sommes revenus aux plus sombres jours de l'avant-guerre : telle est l'évidente constatation. Les improvisations de politiciens retors ne peuvent rien contre cette maturation du conflit impérialiste. On fait grand cas dans certains milieux de la dernière grande pénétration de la république : celle d'un rapprochement avec l'Allemagne. Notons que ce n'est pas la première fois que l'idée en est émise et surtout depuis que le Reich possède un gouvernement conforme aux vœux de nos fascistes. Mais c'est la première fois qu'un président du Conseil présente ce rapprochement comme la plus sûre garantie de paix. M. Gaston Martin le souligne dans l'*Oeuvre* en s'inquiétant de l'effet qu'une telle déclaration produira à Varsovie et à Bucarest. Ajoutons à Moscou qui attend toujours la ratification du pacte franco-soviétique (dont nous avons signalé ici le danger) qu'on s'efforce de minimiser pour plaire aux dirigeants allemands.

Ainsi, l'année 1936 commence dans la plus grande confusion internationale et dans la multiplication des menaces de plus en plus précises. Seule dans un monde où règne le désordre et où rétentissent déjà des appels aux armes, la classe ouvrière constitue un fondement stable et une volonté unanime de paix, car elle sait qu'elle n'a à attendre de la guerre qu'une aggravation de sa misère et qu'un nouveau partage du monde ne changerait en rien son assujettissement à l'endroit de la classe ennemie. Cependant

Les peuples, a-t-on pu dire, ont les années qu'ils méritent. C'est-à-dire qu'ils ont les destins qu'ils se font.

Souhaitons-nous une bonne année 1936 ! Les souhaits ne sont point vainus qui s'accompagnent de la ferme volonté de les voir réalisés, d'aider dans toute la mesure les forces à ce qu'ils soient réalisés.

La besogne sera rude, difficile. Pour y travailler, notre Union Anarchiste et notre *Libertaire* auront besoin de maints concours et de maints dévouements.

La nécessité, l'importance et les difficultés même de la lutte à mener attirent les combattifs. Et pour ceux qui préfèrent être les hanteurs sereins de la Tour d'Ivoire, il y remonteront un peu plus tard, si les circonstances le permettent.

L'année 1935 s'est achevée dans les conditions plus inquiétantes pour la cause de la classe ouvrière et de la liberté.

1934 avait marqué un grand élan ouvrier face au péril réactionnaire. Au 12 février, et depuis, s'étaient magnifiquement démontrées la fraternité, la solidarité et la puissance prolétarienne.

Et maintenant...

Tout est en péril de ce qui avait été la raison d'être du mouvement de 1934. Tout est en péril de ce qu'alors les militants ouvriers avaient voulu sauver.

Périsse de guerre : On mène les masses, sous prétexte d'antifascisme et d'idéisme génévois, à l'acceptation d'un magnifique massacre au bénéfice de la joyeuse Angleterre et du Gouvernement de M. Joseph Staline.

Ces derniers temps, nous avons eu l'avantage, si c'en est un, de voir fonctionner, au ralenti, la machine à déclencher la guerre « indissoluble ».

On sait assez ce qui allait se produire quand le machine à déclencher sera mise en marche. Mais ce qui est différent n'est pas perdu. Et il n'y a pas que l'Ethiopie. Il y a, en particulier, d'admirables complications en Extrême-Orient...

Périsse fasciste. Et ce ne sont point les textes répressifs, d'ailleurs absurdes et dangereux pour les antifascistes, ni l'appel au magistrat qui le supprimera. On a vu cela en Allemagne.

Mais la stupide et décevante politique du Front Populaire travaille sans cesse à aggraver ce péril. Elle le créerait s'il n'existe pas.

Lorsqu'un parti fasciste réellement dangereux se précisera, il profitera tant des fautes de ces messieurs du Front Populaire que de l'immense confusion qu'ils ont introduite dans les esprits. Il se déclarera pour la paix contre les pacifistes de guerre. Il prétend défendre l'honneur et la probité contre des hommes politiques versatiles et tarés. Mais il sera aussi le parti de la « réconciliation nationale », du drapeau tricolore.

Toutes les observations que nous pouvons constater proviennent du manque de confiance des militants ouvriers en eux-mêmes et dans leur classe. Ce manque de confiance s'explique peut-être par des causes, crise et chômage, qui les démoralisent, alors qu'ils devraient leur démontrer la nécessité d'une action plus poussée.

De là ces phénomènes d'intoxication par l'idéologie bourgeoise que nous constatons.

Le 1^{er} janvier, il aura un « plan » de reconstruction économique et d'intérêt général adopté de celui des chefs de la C. G. T. Il promettra de « faire payer les riches », d'instaurer le « socialisme nationalisé », de liquider la crise. Et les troupeaux écourvés du Front Populaire pourraient bien réussir et faire triompher ce fascisme-là de gré ou de force.

A moins qu'il ne soit retrouvé un fort mouvement ouvrier, capable de faire échec à toutes les manœuvres, à toutes les intrigues, à toutes les erreurs.

Je dirai volontiers qu'à l'heure actuelle, le plus grand mal, et dont tout le reste dépend, c'est que la classe ouvrière française n'a pas assez confiance en elle-même, en sa propre action, que la classe ouvrière ne soit pas assez « ouvrière ».

Être ouvrieriste, cela ne signifie pas pour penser juste il soit nécessaire et suffisant d'avoir les mains calleuses ». Cela signifie qu'on a conscience du rôle primordial qu'ont à jouer les producteurs dans la lutte sociale et dont ils ne doivent pas se laisser détourner.

Être ouvrieriste, cela ne signifie pas flétrir le prolétariat. C'est même bien souvent s'opposer à lui en luttant contre ses engouements.

Être ouvrieriste, ce n'est point faire fi de la « culture ». Mais c'est concevoir le plus précieux héritage des siècles. Le meilleur des recherches, des pensées, des sentiments, de tout ce qui est noblement humain, ne peut prendre toute sa valeur et tout son épanouissement que dans l'affranchissement des travailleurs. Et que leur action est indispensable si l'on ne veut sombrer dans la plus tyrannique des barbaries.

Et moi non plus, je ne crois pas que l'on vive de pain seulement. Mais il en faut. Et ce sera un autre défi de faire perdre des beaux-arts de la vie spirituelle à qui n'a pas mangé.

Être ouvrieriste, c'est concevoir l'immense importance de l'action prolétarienne dans l'ordre économique, de l'action prolétarienne indépendante et autonome. C'est reconnaître le rôle éminent qu'elle joue dans l'éducation de la classe ouvrière, dans la lutte contre l'autorité et l'exploitation. Et je pense qu'en ce sens on ne saurait être trop ouvrieriste.

Toutes les observations que nous pouvons constater proviennent du manque de confiance des militants ouvriers en eux-mêmes et dans leur classe. Ce manque de confiance s'explique peut-être par des causes, crise et chômage, qui les démoralisent, alors qu'ils devraient leur démontrer la nécessité d'une action plus poussée.

De là ces phénomènes d'intoxication par l'idéologie bourgeoise que nous constatons.

De là la facilité avec laquelle certains « bolcheviks » ont pu accepter les cabrioles prodigieuses de leur parti qui, en quelques mois, a pu renier ses opinions les plus essentielles, et qui avaient fait sa popularité.

De là la passivité avec lesquelles les directives des manitous de la C. G. T. furent acceptées du jour où les communistes cessèrent de les critiquer. De là cette effroyable passivité, cette complicité, en face de manœuvres de préparation à la guerre que l'on ne veut ni comprendre, ni dénoncer, ni combattre.

De tout cela, il faut se délivrer. Contre tout cela, il faut lutter.

Il faut réveiller la classe ouvrière française, la guérir des poisons dont on l'infecte.

Il faut rendre impossible le consentement à la guerre, et rendre impossible le consentement au fascisme.

Il faut ramener le syndicalisme à sa mission de défense du prolétariat. Il faut qu'il la reprendre.

Car le syndicalisme, ce n'est pas seulement ces messieurs les dirigeants actuels de la C. G. T., ni les fonctionnaires rétribués. C'est aussi, et surtout les travailleurs qui cotisent, qui font grève quand il le faut, qui luttent quotidiennement contre leurs employeurs. Ils ont leur mot à dire. A eux de proclamer leur volonté dans les assemblées syndicales, de la faire entendre dans les Congrès. D'exiger qu'elle soit respectée par les « chefs », bien rétribués. De refuser les postes de confiance à qui n'est pas digne de confiance.

Le syndicalisme n'est pas tout, ne suffit pas à tout. Mais, à l'heure actuelle, son rôle peut être immense. Le prochain Congrès de la C. G. T., le Congrès d'unité peut ouvrir des voies nouvelles. Souhaitons qu'il soit « ouvrieriste ». Que les intérêts, les vues, les sentiments des producteurs y prennent le pas sur ceux de MM. les chefs syndicaux professionnels, de MM. les employés d'administration ou de MM. les « techniciens », les « intellectuels » qui ont peut-être exercé, ces années-ci, plus d'influence qu'il ne convenait, et une influence qui n'a pas toujours été heureuse.

Souhaitons que, pour le moins, une ferme minorité se prononce contre les pratiques détestables qui ont été suivies, contre toute complicité avec le « front populaire », contre toute subordination à des formations gouvernementales telles que la S. D. N., contre l'Union Sacrée et toute collaboration de classes. Qu'elle réclame, en un mot, le retour aux principes, aux idées, aux pratiques syndicalistes, à tout ce qui a été trahi depuis vingt ans.

... Bonne année !

EPSILON.

ABONNEMENTS
AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
82 Nos. 82 fr.	82 Nos. 80 fr.
88 Nos. 91 fr.	88 Nos. 88 fr.
98 Nos. 98 fr.	98 Nos. 98 fr.

Chèque Postai : N. Fauchier, Paris 596.03, 29, rue Piat, Paris '20.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien être et de liberté adéquat à chaque époque.

Observations
et
enseignements

par SEBASTIEN FAURE

(Suite et fin)

Comment se fait-il que l'action anarchiste n'ait pas conquis sur le mouvement social une influence de plus en plus marquée, correspondante à l'accroissement graduel du nombre de ses adeptes ?

C'est par ces lignes que se terminait mon précédent article (1). C'est à cette question que je dois répondre.

Le fait dont il s'agit est assez étrange. Il est dû à diverses causes.

Il en est trois que je tiens pour déterminantes. Je ne prétends pas qu'elles soient les seules ; mais elles me paraissent, en même temps que suffisantes, les plus sérieuses.

Il y a tout d'abord le manque de cohésion des éléments libertaires.

Dans les centres très étendus : Paris, Marseille, Lyon, etc., de quartier à quartier, les camarades s'ignorent ou ne se voient que de loin en loin. A la campagne, la distance est un obstacle aux rapprochements. Il arrive que des semaines, des mois même s'écouent sans que les compagnons aient l'occasion de se rencontrer. Il en résulte que ceux qui ne se connaissent point ne font pas connaissance et que ceux qui se connaissent, ne se voyent que fort rarement, finissent par s'oublier.

Le manque de relations est préjudiciable, plus qu'on ne le croit, à la force de notre mouvement : d'une part, il paralyse toute action concertée et de quelque ampleur ; d'autre part, il donne à chaque compagnon l'impression qu'il est « isolé » et ce sentiment le pousse soit à se désintéresser de toute propagande, soit à rechercher l'emploi de son activité dans des groupements voisins.

Un seul remède à ce regrettable état de choses : l'établissement de relations suivies, par le moyen de correspondances assez fréquentes et de rencontres plus ou moins égales.

J'aime à croire que stimulés par la nécessité de travailler ensemble et la joie de se voir périodiquement, les camarades ne tarderont pas à jeter les bases d'une liaison dont la nécessité leur paraîtra de plus en plus urgente.

**

A cette première cause : l'éparpillement, par l'absence de contacts réguliers, des forces anarchistes, vient trop fréquemment s'ajouter la mésentente provenant de conditions et circonstances diverses.

Ces désaccords sont dus rarement à des oppositions de doctrine, presque toujours à des divergences de tactique ou — hélas ! — à des rivalités personnelles.

Dans la plupart des cas, ces différends ont pour point de départ des motifs très secondaires auxquels une explication franche et amicale mettront fin. A défaut de cette explication, la querelle d'idées ou de personnes s'envenime et peu à peu dresse les uns contre les autres des camarades, des tendances et des groupements qui pourraient facilement s'entendre, à la condition que, de chaque côté, on y mit du sien.

**

Il y a enfin, le conflit ancien déjà et qui paraît s'aggraver sans cesse, sur la position et l'action des anarchistes dans les syndicats.

C'est ce conflit qui m'apparaît comme étant le plus sérieux.

Pour ma part, je déclare nettement que la place d'un travailleur syndiqué : anarchiste ou syndicaliste révolutionnaire est à la C. G. T. S. R.

Mais n'étant pas syndicale et, par conséquent, pas syndiquée, je me borne à indiquer à quelle centrale j'adhérerais... si j'étais syndiquée ; et je n'entends pas intervenir dans le débat autrement que par l'indication strictement personnelle qui prévaut.

Mes préférences ne sont pas en jeu ; il est permis à chacun d'avoir les siennes et de les faire connaître et partager. J'use de cette permission : je ne fais pas autre chose ; car j'estime qu'il appartient aux anarchistes qui sont syndiqués de débattre et de trancher la question entre eux.

Je fais part au lecteur des impressions que je rapporte de ma récente tournée et des réflexions et enseignements que j'en dégage. Or, j'ai constaté que cette question de la position et de l'action anarchistes dans le cadre syndical suscite des discussions incessantes et passionnées dans les groupements anarchosyndicalistes, où l'on s'étonne et s'irrite de voir les compagnons dispersés et divisés.

Je considère que ce problème demande à être étudié à fond, discuté de sang-froid et sans acrimonie et qu'il réclame une solution claire et précise.

(Lire la suite page 2.)

(1) Voir le n° 476 du Libertaire (87 décembre 1935).

LA SITUATION POLITIQUE

LE DERNIER RATAGE DU FRONT POPULAIRE

QUAND avant la rentrée des Chambres, seuls dans la presse, nous émettions des doutes sur le débarquement de Laval, certains nous reprochaient de sous-estimer les possibilités du Front populaire.

On pouvait d'ailleurs s'y tromper aisément, devant le rapport de la presse ouvrière qui se livrait à un marmite en règle.

Il fallait débarquer Laval pour traduire le mécontentement des masses populaires ouïeusement frappées.

Il fallait renverser Laval complice des Ligues fascistes.

Il fallait congédier Laval accusé, avec juste raison, de faire le jeu de Mussolini.

Cette charge contre le sire d'Aubervilliers ressemblait comme deux gouttes d'eau aux campagnes de Doumergue et ensuite Flandin.

Le débarquement de Doumergue, la chute de Flandin, avaient été présentés par avance comme une victoire nécessaire et utile pour les classes laborieuses. Résultat?

Après ces deux politiciens, le châtelain de Chatillon subit l'assaut et sa chute devait représenter sur ce saut quelle magnifique victoire. Puis, après lui, un autre politicien aurait servi de cible aux parlementaires de gauche et à la presse ouvrière. Et ainsi de suite sans jamais d'autres résultats que d'amuser les braves bougres d'électeurs qui se laissent berner par les jongleries parlementaires.

Le cri : A bas Laval! aurait fait place aux cris : A bas Untel! Et allez donc... La naïveté des électeurs rend la vie belle et les perspectives riantes pour la faune parlementaire. C'est vraiment la danse en rond.

LA CARENCE D'HERRIOT

Au vrai, les députés du Front populaire désireux de donner une compensation — inévitablement morale — à leurs troupes en passe de se démorphiser après de si significatifs succès, auraient volontiers applaudi à la chute de l'équipe lavaliste, quittes à se dérober ensuite devant une lourde succession.

Les parlementaires socialistes et communistes avaient des projets bien arrêtés : renverser Laval et hisser au pouvoir une équipe de radicaux avec Herriot, tel était le but poursuivi depuis la rentrée.

Mais Herriot, sentant le piège, s'est empêtré de démissionner de la présidence du parti radical.

C'est que la prise du pouvoir se révèle comme peu enviable en cette période de crise générale. La caisse est vide, les impôts ne rentrent pas, le déficit s'accroît et la crise perdure. On conçoit que le pouvoir perde un peu de son attrait, surtout à la veille des élections.

La situation nécessite des mesures exceptionnelles. Après les effets désastreux de la déflation massive, la dévaluation apparaît inévitable et, dès lors, la question se pose, à savoir : quels seront les dévaluateurs? Les droites et les gauches ont dénoncé cette mesure avec une égale indignation, quoique parfaitement convaincus qu'elle ne saurait tarder à s'imposer. Aussi la droite et la gauche manœuvrent pour faire opérer la dévaluation du franc par l'adversaire. C'est cette préoccupation qui explique le jeu politique de ces derniers mois.

PENIBLES PERSPECTIVES GOUVERNEMENTALES

Ce jeu va se poursuivre jusqu'aux élections.

Les partis politiques vont rivaliser de démagogie, mais gare aux vainqueurs. Il leur faudra agir, faire quelque chose à tout prix. Mais agir dans quel sens?

Comme les vainqueurs probables de la consultation électorale seront les éléments du Front populaire, celui-ci se trouvera placé devant ce dilemme : agir ou se discrediter.

C'est alors que l'opportunisme gouvernemental interviendra et aura tôt fait de faire un sort à la formule farce : *Les riches doivent payer*. Pour ne pas dresser une nouvelle fois le *Mur d'argent*, le Front populaire joindra les pouces et ses ministres se démèneront frénétiquement, pour rassurer soi-disant l'épargne, mais en réalité le capitalisme.

La situation exigeant des remèdes, force

Observations et enseignements

(Suite de la 1^{re} page.)

Je résume cet article et le précédent. J'ai trouvé partout des auditoires nombreux, attentifs, venus pour écouter et pour réfléchir.

J'ai plus que l'impression : la certitude que les anarchistes sont, à l'heure actuelle, plus nombreux que jamais et que ce sont nos thèses qui répondent le mieux aux aspirations secrètes et profondes des masses laborieuses.

Les trois circonstances qui affaiblissent le mouvement anarchiste sont :

La dispersion des forces libertaires ;

Les divergences de tactique et les querelles de personnes ;

Le conflit à propos de la position et de l'action sur le terrain syndical.

Il est facile et urgent de remédier à ce tâcheux état de choses.

C'est la tâche qui s'impose à l'effort de tous.

Attelons-nous à cette tâche.

SEBASTIEN FAURE.

Bolchevisme 1935

SOUS LE SIGNE DE LA RECONCILIATION FRANÇAISE

Nous devons à la revue *Les Humbles* (n^o 12 de décembre) la publication de la circulaire qu'on va lire et qui indique combien la gangrène patriotarde a pénétré l'« élite » dirigée par le P.C. Staline régnante.

Nous nous empressons de mettre sous les yeux de nos lecteurs ce morceau de choix, persuadés qu'il sauront en faire leur profit :

CHAMBRE
DES
DÉPUTÉS
Paris, le 8 novembre 1935.

Cher Concitoyen,

Le 27 juin 1836, mourait, à Choisy-le-Roi, Rouget de l'Isle, auteur de la « Marseillaise », grand chant d'espoir aux accents duquel nos ancêtres luttèrent contre les tyrans et pour la conquête des libertés.

Au moment où des gens, tyrans modernes, rêvent d'enlever au peuple de France les libertés conquises au prix de lourds sacrifices, le centenaire de Rouget de l'Isle doit permettre à la vallante population de notre Canton, à ses organisations, à ses belles sociétés de faire revivre avec l'aide du peuple français tout entier, comme en ce beau jour du 14 juillet 1935, les vieilles traditions françaises au cours de cérémonies et de réjouissances populaires.

Nous avons pensé qu'il appartenait aux élus de la population de prendre l'initiative de la formation d'un Comité d'organisation chargé de préparer le programme du centenaire.

C'est pourquoi nous prenons la liberté de vous inviter, comme représentant du groupement auquel vous appartenez, à une réunion qui aura lieu le vendredi 15 novembre, à 20 h. 30, à la mairie de Vitry, salle des mariages.

« Considérez plutôt que toute loi est promulguée pour nous obliger à faire ce que nous voudrions si ce n'était pas défendu. L'individu ne pèse pas lourd devant une majorité. Loi de la jungle, loi de Lynch, code des civilisés, c'est toujours la loi! »

— Tout de même, entre nous, ce garde, il devait avoir une vieille rancune; on ne m'ötéra pas ça de l'idée. C'est plutôt vache; car, enfin, aucun texte ne peut obliger à mettre un astérisque au bout de ma ligne. Je peux pêcher avec une montre, une pipe ou un saucisson, si ça me plaît, après tout!

— Oui, à condition de ne pas te moquer du garde, comprends-tu, entité? Le garde c'est la Loi, avec un grand L, c'est lui le représentant de cette entité toute puissante et sempiternelle « vieille comme le monde et la fatalité »; c'est lui, en l'espèce, qui veille au maintien de l'ordre. Et l'ordre est troublé quand un facétieux s'amuse à tremper une ligne nue dans une Lone quelconque...

— Je ne vois pas comment...

— Ni moi non plus, mais nous ne sommes pas garde-pêche, ni juge correctionnel, car enfin, aucun texte ne peut obliger à mettre un astérisque au bout de ma ligne.

— Le gendarme est sans pitié mais la justice est souveraine.

— Trente balles, c'est chère, surtout que ça fait des petits, une contrebande.

— Mon vieux, il y a des gens qui ont payé beaucoup plus cher des gestes qu'ils ne considéraient pas comme des facéties. Je ne me fatiguerai pas avec l'énumération de ces victimes, il y en a trop! Rappelle-toi toujours le cas de l'objecteur Leretour, toujours en prison, sa peine terminée, pour avoir cassé les bras d'une statue pour le moins disgracieuse. Alors, je voudrais te voir t'indigner avec la même gêne.

— C'est triste, bien sûr, mais qui casse les arsfs les paye et aussi les statues. Je ne peux pas lui donner tort à ton Leretour, mais enfin il aurait pu rester pénard, dans son intérêt bien compris.

— C'est bien ça qui me fait peur, vois-tu, que chacun reste pénard. Je rêve, au contraire, d'une humanité de rouspétors, d'inadaptés. J'aime ceux qui traversent l'existence hors des passages cloutés, où qui lissent entre les lignes. Ils aimeraient rester au lit à l'heure où les copains se lèvent, mais aussi, ils savent se réveiller lorsque les autres s'endorment sur le mol oreiller de l'indifférence. Et je rêve d'une société où les lois seraient basées sur le respect de la nature, l'amour du prochain, la raison, au lieu d'être au service de la force et de l'arbitraire.

— Tu vois combien je m'écarte de certaines théories démagogiques, si à la mode.

— Enfin — rétorque Eugène, il faut bien faire quelque chose pour attirer le populo. Et, si comme le type en question, tu ne mets au bout de la ligne, tu n'attraperas rien, c'est moi qui te le dis!

— Si, peut-être aussi 30 fr. d'amende...

AUX HASARDS DU CHEMIN

De mon wagon

Pêche interdite

« Tiens! j'ai gardé ça pour toi, me dit Eugène le plombier, c'est un monstre ! Et, me tend une coupe où je lis :

« Un tribunal correctionnel de Besançon. —

— Audience du 8 novembre 1935 : Joseph D., 50 ans, ouvrier d'usine, à Ornans, 30 fr.

— à l'amende. Le 11 octobre 1935, pechait dans

la Lone sans hameçon dans l'intention de

se moquer du garde. »

— C'est un monde, comme tu dis, mais si ça t'épate, c'est que tu n'as pas compris,

peut-être, la profondeur de l'esprit des lois.

— Il n'est pas question, en ce moment, de

meilleurs de longues files de soldats italiens rien qu'en brandissant un paquet de

macarons.

— L'aviation italienne ne serait, paraît-il,

pas dangereuse; ses bombes n'éclatent pas!

Quant aux obus, peuhl de la gnognotte.

— Pour peu que ça continue, nous ne désespérons pas qu'un de ces jours on nous serve une bonne histoire où les Abyssins feront prisonniers de longues files de soldats italiens rien qu'en brandissant un paquet de

macarons.

— La cause éthiopienne n'y gagne pas à

être soutenue de cette manière.

La presse de droite subissant l'influence bienfaisante de la masse inspiratrice de l'ambassade italienne donne à fond. Mais la presse ouvrière n'est pas en reste pour donner la réplique.

Ainsi l'Huma et le Popu vous ont de ces façons d'arranger les dépêches qui ne le cèdent en rien à l'art de la presse bourgeoise et aux meilleures histoires de tarts et d'obus inoffensifs de la des des der.

L'aviation italienne ne serait, paraît-il, pas dangereuse; ses bombes n'éclatent pas!

Quant aux obus, peuhl de la gnognotte.

Pour peu que ça continue, nous ne désespérons pas qu'un de ces jours on nous serve une bonne histoire où les Abyssins feront prisonniers de longues files de soldats italiens rien qu'en brandissant un paquet de

macarons.

La cause éthiopienne n'y gagne pas à

être soutenue de cette manière.

A LA MANIERE DE...

Dimanche dernier les élus du Front populaire — de la Municipalité de Colombes — le maire communiste Bruneau en tête, ont quêté dans les rues en faveur des chômeurs. Pour mal comme méthode de lutte de classes et vraiment ce n'était pas la peine, oh! notre bonne mère l'œil l'Humaine de mettre en boîte les Gabels et les Gering — qui ont commencé les premiers

— à Berlin. Il est vrai que le P. C. envisage l'ouverture d'ateliers dans lesquels les belles madames du Front populaire viendront tricoter en faveur des chômeurs et de leur famille... en attendant sans doute de le faire pour la prochaine des des des der du Droit, etc., qui, comme chacun sait, se confondra avec la défense de l'U.R.S.S.

APRES LA DEMAGOGIE ELECTORALE

L'aventure de la Municipalité colombienne rappelle fort à propos que s'il est facile de se livrer à la joie des démagogies électorales pour piper le suffrage des électeurs des différentes couches sociales, il est plus difficile ensuite de pratiquer une politique conforme à leurs intérêts.

En effet, les édiles de Colombes pris entre la nécessité de secourir les chômeurs et de ne pas mécontenter les contribuables locaux — des électeurs parti — par des charges accrues pour assurer la juste allocation des chômeurs, n'ont ainsi trouvé rien de mieux que de faire appel à la charité publique!

Pourtant le maire communiste devrait se souvenir que son parti préconise de faire payer les riches.

Que ne tente-t-il d'employer ce remède magique.

Où mais voilà! Cette formule n'est qu'un truc électoral. Quand on est élu, n'est-ce pas? il faut manœuvrer pour le rester. Alors, on combine; on se livre à la prestidigitation, on réalise force compromis. Le grand but est de garder la place.

Combien de fois l'avons-nous vu! Comme si le temps de l'avenir nous le rappellerait.

VENTRES PLEINS ET VENTRES VIDES

Les fêtes traditionnelles de la Noël et du Nouvel An ont donné lieu à de grandes festivités. La presse, plate courtisane des puissants, nous conte avec force détails les saouleries mondaines et énumère le menu de boîtes où les bourgeois s'en mettent jusqu'à la

Les bombances, en dépit de la crise, ont été aussi brillantes que dans le passé. Le champagne a coulé à flots. Le beau monde s'en est donné à cœur joie.

Comme les chômeurs à la lecture de ces comptes rendus, ont dû en éprouver de satisfaction.

Sans aucun doute, leur ventre leur a semé moins vidé!

CHARITE PUBLICITAIRE

Comme il est de coutume aussi, plusieurs organisations bourgeois ont invité les clochards et les chômeurs à réveillonner... sous le feu des objectifs des reporters journalistiques.

C'est que, si certains bourgeois veulent bien de temps en temps lâcher quelques billets, ils entendent que ça se sachet! Il n'ait pas de charité sans publicité.

Ainsi avons-nous pu voir, telles cabotines, femmes du monde et poules de luxe profitant de l'occasion, pour se faire photographe qui, en chanteuse, en serveuse ou en présidente compatisantes!

Ôh! les braves bourgeois, comme dirait le Père Peinard, que qu'vous foutez! Ne trouvez-vous pas qu'il y a des coups de pieds au c. qui se perdent?

LAVAGE DE LINING SALE

Le procès des staviskistes à la Cour d'assises est devenu un véritable lavage de linge en famille. Dame Thémis fortement é

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

PRESTIGITATION LABORIEUSE

En ce début d'hiver marqué une fois de plus par l'aggravation du chômage, il nous est donné d'entendre les mêmes jérémiaïdes indignées et les mêmes prophéties optimistes inévitables à cette période de l'année.

C'est de plus en plus une originalité saisissante.

Les uns nous brossent un tableau hallucinant des mille misères hivernales qui aggravaient les conditions d'existence des prolétaires et plus particulièrement celles des chômeurs : accroissement du coût de la vie, augmentation des frais généraux du ménage nécessité par l'éclairage, de chauffage, de vêtements chauds, etc. Accompagné des mêmes sempiternels appels à l'action... à une action qui sert de *leit-motiv* à des clichés journalistiques, sans que jamais on s'essaye à en créer les conditions de réalisation.

Les autres, le monde officiel et le cœur des économistes distingués, affectent une assurance sans conviction et prédisent régulièrement une amélioration de la situation, laissant espérer la fin prochaine de la crise.

Tel est le spectacle, si l'on peut dire, que l'on nous offre, que l'on répète, que l'on nous renouvelera l'année prochaine à pareille époque.

L'art de gouverner et l'art de conduire les foules ont ceci de commun, qu'ils s'apparentent à la prestidigitation parfois habile, d'autrefois burlesque.

En vérité, en ce sixième hiver de crise, la situation est aussi grave, générale, sans espoir, que la première année. Le capitalisme continue à faire preuve d'impuissance, de désordre et cette incapacité n'a d'égale que celle des formations politiques qui s'assignent pour tâche de le réformer ou de le remplacer.

LES « PERSPECTIVES » DE REPRISE

L'abandon de l'étalement par certains pays, a incontestablement provoqué chez eux un semblant de reprise, sans que l'on puisse dire si véritablement elle se maintiendra longtemps.

Si l'on s'en réfère à la situation générale du monde capitaliste, il y a tout lieu d'en douter, car ces cas de reprise nationale peuvent assez rapidement être annullées par les barrières douanières, les autarchies renforcées de nations, comme l'Allemagne et l'Italie.

Il est vrai que les dévaluations récentes avaient surtout pour but de surmonter des difficultés inextricables d'ordre intérieur.

L'Amérique a renoncé à la parité-or sous la pression de la crise agricole. L'Angleterre pour pouvoir commercer plus efficacement avec les Dominions. La Belgique pour se procurer une encaisse nécessaire au financement de son plan de grands travaux. Mais toutes ces nations n'ont donné à leur mesure dévaluationniste qu'un caractère de palliatif — il ne pouvait d'ailleurs en être autrement — de remède provisoire dans l'attente d'une reprise générale qui tarde à se manifester.

Ainsi quand les augures officiels tablant sur ces « reprises » partielles, nous annoncent une « reprise » générale, ils ne font que révéler leur candeur. Leur ignorance ou leurs instincts conservateurs leur font prendre pourtant pour des indices certains d'amélioration, ces « reprises » superficielles, inévitablement limitées parce que n'ayant qu'un caractère d'attente.

Dans la mesure où il est possible de relever un accroissement du rythme de production dans l'industrie, il ne fait aucun doute que celui-ci est dû à la course des armements. En effet, l'industrie de guerre travaille à plein rendement. Mais là s'arrêtent les indices généraux de reprise. Par là, s'explique l'augmentation constatée actuellement des échanges.

Ainsi l'activité guerrière a provoqué l'augmentation en 1934 de la production des matières premières de près de 6 % et l'élévation

de l'indice de l'activité industrielle générale d'environ 10 %.

La valeur-or du commerce international atteignait en mai 1935, pour la première fois depuis six ans, un niveau supérieur mais assez insignifiant. Mais le nombre d'ouvriers employés dans l'industrie en 1934, était inférieur d'un sixième environ au cours de 1929.

Et si dans le domaine agricole on remarque une légère élévation des prix, la cause en réside dans l'état dédicitaire des récoltes en 1934 et 1935.

Rien ne légitime donc les déclarations officielles sur les probabilités d'une reprise générale, sinon le désir d'atténuer l'inquiétude qui bouleverse les esprits et pourrait provoquer une fermentation révolutionnaire, dangereuse pour le régime.

Cette préoccupation du monde officiel traîne aussi les belles déclamations sur la paix politique, le désarmement des haines et la réconciliation française à laquelle le parti communiste vient d'adhérer par un abondant affichage.

APRÈS LA DEFLATION

En France, pays jusqu'ici déflationniste, la situation ne fait qu'empirer alors que la crise semble établie dans beaucoup de pays.

Les décrets-lois ont eu une influence catastrophique, sans provoquer réellement cet équilibre budgétaire qui est la panacée du capitalisme.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Quelques semaines après l'application des décrets-lois qui devaient avoir, paraît-il, un effet magique. La situation est si grave que même les plus farouches déflationnistes n'osent plus défendre l'œuvre des trois derniers cabinets.

Le coût de la vie s'est accru, aggravant les conditions de vie des masses laborieuses. On aura une idée de la situation par la citation suivante empruntée au *Temps* dont la position frénétiquement déflationniste des rédacteurs, assujettis à la manie inspiratrice des grands potentats capitalistes, est bien connue.

Cette citation a trait aux fluctuations de chiffre d'affaires qui est en quelque sorte le florilège sur l'eau qui indique fidèlement les hauts et les bas de la situation :

« Pour l'ensemble des dix premiers mois de 1935, confesse l'organe des potentats, le produit des taxes sur le chiffre d'affaires a atteint 4.877 millions, somme inférieure à 1 milliard 80 millions, soit 18 pour 100, aux prévisions et de 491 millions, soit 9 pour 100, au produit correspondant de la même période de 1934.

« La moins-value, en octobre dernier (28 pour 100 par rapport aux évaluations budgétaires) du produit des diverses taxes sur le chiffre d'affaires, qui dépasse 200 millions, est donc très sensiblement supérieure aux moins-values mensuelles, depuis le 1^{er} janvier 1934. »

Ainsi nous sommes actuellement au niveau le plus bas qu'il ait été enregistré. Comme on comprend la gêne qui s'est emparée des « reprises » superficielles, inévitablement limitées parce que n'ayant qu'un caractère d'attente.

Ainsi quand les augures officiels tablant sur ces « reprises » partielles, nous annoncent une « reprise » générale, ils ne font que révéler leur candeur. Leur ignorance ou leurs instincts conservateurs leur font prendre pourtant pour des indices certains d'amélioration, ces « reprises » superficielles, inévitablement limitées parce que n'ayant qu'un caractère d'attente.

Dans la mesure où il est possible de relever un accroissement du rythme de production dans l'industrie, il ne fait aucun doute que celui-ci est dû à la course des armements. En effet, l'industrie de guerre travaille à plein rendement. Mais là s'arrêtent les indices généraux de reprise. Par là, s'explique l'augmentation constatée actuellement des échanges.

Ainsi l'activité guerrière a provoqué l'augmentation en 1934 de la production des matières premières de près de 6 % et l'élévation

plus de quatre-cent députés sont prêts à acquiescer tacitement à une mesure dévaluationniste, par contre tous les partis, tous les journaux politiques la condamnent par tactique électorale et de ce fait, le nombre des législateurs qui oseraient la voter publiquement seraient des plus restreint.

Il n'en reste pas moins qu'elle est inévitable. Quel que soit le moyen qui sera employé pour la réaliser, il faudra y arriver.

D'ailleurs, le langage des quelques dévaluationnistes qui osent parler, peut se traduire ainsi : « La dévaluation apportera quelque détentive au capitalisme aux abois. Car se traduira par une hausse des prix de gros et des prix de détail avec un retard de ces derniers, il sera possible aux gouvernements de proroger ce retard. »

« La hausse des prix généraux et la menace de hausse des prix de détail aura alors un effet certain sur la théâtralisation. Les capitaux déboursés en partie par la crainte de la hausse des prix de détail se métamorphosent en marchandise et ainsi, les marchés offriront pendant un certain temps des possibilités nouvelles à la production. »

« La dévaluation donnera des perspectives d'avenir meilleures et augmentant l'encaisse de la Banque de France, elle laissera à l'Etat une marge d'une dizaine de milliards pour le moins qui pourraient, insistant en douce les dévaluationnistes, être employés à des travaux de lutte contre le chômage. »

Tel est le résumé de l'argumentation des dévaluationnistes qui semblent bien avoir raison.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner. Et les gouvernements, l'amputation de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.

Le licenciement de fonctionnaires, l'amputation des traitements des travailleurs à statut, diminuant le pouvoir d'achat d'une catégorie de consommateurs a eu une répercussion désastreuse.

Les gouvernements n'ont d'autre choix que de gouverner.



Une concrétisation réussie

Si vraiment il se trouve des syndicalistes qui s'aiment d'autre du danger que présente pour l'avenir de la C.G.T. unique, le cumul des fonctions politiques et syndicales, ils ont la possibilité présentement de vaincre à tout jamais leur hésitation.

Une expérience nouvelle de politisation de grève se déroule ou plutôt s'est déroulée, car la grève est moribonde, à Levallois-Perret.

Les travailleurs de la C.I.M.C.A. (anciennement Manessius) ont été jetés dans la lutte, sous le prétexte d'arracher plusieurs revendications, mais en réalité pour fournir la preuve de la justesse de la thèse communiste.

Les conditions dans lesquelles s'est poursuivie cette grève ne laissent place à la plus petite hésitation.

On a voulu, en notre période de fusion, montrer que les partis politiques ouvriers et les syndicats devaient s'intégrer l'un à l'autre, participer ensemble à toutes les formes de lutte, collaborer sur tous les terrains.

Et dans ce but, on a politisé la grève des ouvriers métallurgiques de Levallois. Des députés et conseillers municipaux du Front populaire sont allés haranguer les grévistes et ont même conduit des délégations pour négocier avec la direction !

Naturellement, celle-ci a eu beau jeu pour légitimer son intransigeance. Elle a crié à la grève politique et s'est refusée à toute entrevue. C'est là une attitude commode, aux résultats sûrs, qu'auraient pris et prendront tous les partisans lors de semblables tentatives.

En vérité, une telle idée de politisation des grèves ne peut venir qu'à des bureaucraties sans lien ouvrier, ignorantes des traditions de luttes dans ce pays et de leurs nécessités. Il n'est pas possible s'il en était autrement, d'admettre que les promoteurs et réalisateurs de cette tactique puissent croire qu'elle peut provoquer autre chose que semer la division chez les grévistes et ruiner leurs efforts, par le renforcement de la position patronale.

Il est vrai que trop souvent les communistes nous ont donné l'impression de chercher à justifier la « tactique » par les événements, à bout de patience d'attendre — et pour cause — que ceux-ci la justifient.

Les communistes ont voulu concrétiser, pour reprendre une formule qu'ils chérissent, leur thèse de la subordination du mouvement ouvrier.

Comme concrétisation, force est de reconnaître que c'est réussi. Voilà une expérience qui arrive à point pour assurer le triomphe de l'esprit syndicaliste sur l'esprit politique.

Cette victoire, si elle était assurée, n'en égalerait pas moins, pour être plus décisive, certains concours qui tendaient à se dérober.

Tels significatifs sont à cet égard plusieurs congrès de fusion où cette maudite — des cumuls a été fort habilement escamotée.

C'est là la preuve d'un manque d'enthousiasme chez certains confédérés pour l'autonomie du mouvement ouvrier. Ce qui tend à démontrer que si on n'y prenait garde, les communistes pourraient recevoir demain des appuis jugés aujourd'hui maladroits ou gênants.

Félicitons-nous que la concrétisation bolcheviste de Levallois rendra, lors du congrès confédéral de fusion, les réticences particulièrement difficiles. Que le vote massif de l'interdiction des cumuls déconcertera toute aventure dangereuse dans l'avenir.

L'indépendance du mouvement syndical dès lors assuré rendra possible une collaboration de tous, la conjugaison des efforts pour le succès des revendications ouvrières.

C'est là une perspective d'autant plus souhaitable que la carence du capitalisme place la classe ouvrière devant des problèmes nouveaux, en ce sens qu'ils n'ont été jusqu'ici qu'à peine entrevus.

Dans le domaine de l'immédiat, l'aggravation des conditions d'existence des travailleurs, les dangers d'une nouvelle tuerie exigent une accentuation de l'action des prolétaires.

Ces problèmes, ces dangers nécessitent impérativement l'effort de tous.

L'indépendance permettra cet apport commun et sauvegardant le mouvement ouvrier de tout danger d'opportunisme parlementaire, maintenant intactes les possibilités, les capacités de lutte des masses ouvrières.

Puisque les communistes ont réussi après tant d'autres une magnifique concrétisation de la nécessité de leur thèse et une impérieuse preuve de la nécessité de l'indépendance, il faut s'en tenir à ses enseignements pour éviter sûrement les écueils futurs.

Si on c'est créer le germe de divisions futures, c'est préparer les pires échecs et peut-être l'ultime défaite.

J. RIBEYRON.

Bravo "l'Humanité" !!!

L'Humanité du 26 décembre dernier a publié une dépêche sur la situation économique et sociale en Belgique qui mérite toute notre attention. Après une analyse rapide de la recrudescence du chômage dans ce pays, cette dépêche nous confie les malheurs du ministre socialiste Delattre, qui à notre connaissance est en même temps président de la Fédération des ouvriers mineurs. Delattre se plaint de recevoir des paquets de lettres d'ouvriers lui demandant d'intervenir soit pour faire ajuster les salaires à la hausse du coût de la vie, soit pour faire cesser les abus patronaux dans tous les domaines. En réponse, M. le ministre publie, paraît-il, un avis disant qu'il ne peut rien faire et que les ouvriers doivent agir avec leurs syndicats.

Nous continuons avec plaisir de donner l'opinion du correspondant belge de *l'Humanité*. « C'est là, dit-il, un aveu d'impuissance et la condamnation par un ministre socialiste lui-même, de sa collaboration avec la bourgeoisie. Si les ouvriers doivent recourir à la grève pour améliorer les salaires et faire respecter les lois sur la législation sociale, c'est la preuve qu'un ministre socialiste du travail dans un système capitaliste n'est d'aucun profit pour le prolétariat. »

Alors, l'on a tout de même le droit de se demander pourquoi les communistes préparent pour mai prochain la formation d'un ministère de coalition dans lequel, à côté des radicaux occupant les postes les plus importants, des socialistes et des communistes détiendraient également des portefeuilles ? Ce malheur correspondant de Bruxelles nous prédit d'avance dans *l'Humanité* ce que cela peut donner dans le cadre de la société capitaliste. Notre devoir le plus actuel est donc d'avertir les ouvriers de cette duplicité des communistes et de les engager à ne compter que sur eux-mêmes pour tenir en échec le patronat et l'Etat. *L'Humanité* du 26 décembre, dans un accès de franchise, sans doute involontaire, nous y invite aussi.

D'autre part, au moment où se réalise l'unité syndicale, cette fameuse dépêche donne aux véritables syndicalistes révolutionnaires un argument admirable contre les partisans du cumul des fonctions syndicales et politiques. Comment, voilà un Monsieur Delattre qui trouve le moyen d'être à la fois président d'une grosse fédération de la C.G.T. belge et ministre d'un gouvernement, incapable d'aider ceux qui l'ont hissé au pouvoir. Que les Sénard et les Gourdeau ne viennent donc plus nous assourdir les oreilles des bienfaits du cumul, puisque c'est leur bonne vieille *Humanité* qui vend la mèche. Hors, l'action purement syndicale, rien à espérer pour les ouvriers. Pour terminer, nous remercions notre grand frère *l'Humanité* des excellentes verges qu'elle vient de nous adresser via Bruxelles pour le plus grand bien du syndicalisme révolutionnaire.

ALBERT LEMIRE.

NOTES ADMINISTRATIVES

Les camarades vendeurs sont avisés que le *LIBERTAIRE* est à leur disposition le vendredi soir de 17 à 19 heures.

syndicalisme ont été perquisitionnés chez eux sous le prétexte de vol dans les usines !

Un ouvrier de notre connaissance qui reçut une telle visite, il y a quelques mois, fut appelé le lendemain chez le chef du personnel et se vit tenir le langage suivant : « La visite de nos inspecteurs a été infructueuse. C'est entendu. Mais si vous voulez rester ici, il faut que vous preniez l'engagement de nous dire tout ce que vous verrez et entendrez autour de vous. Simon c'est la porte. » Le travailleur justement indigné ayant immédiatement opté pour cette dernière alternative, fut aussitôt remis entre les mains des illics sans s'entendre signifier l'interdiction à vie de travailler chez Renault. Les illics accompagnèrent le métal congédié au vestiaire, à la caisse et à la porte.

De tels faits sont courants. Renault non content de régner dans sa boîte, entend encore être le féodal de Billancourt.

Dans les ateliers, la cadence est augmentée, les temps diminués et malheur aux ouvriers qui coulent. C'est la porte où une paix fortement diminuée. Le système du bordereau de quinzaine employé dans certains ateliers est un véritable système d'escroquerie par lequel Renault fait payer à ses ouvriers, le temps perdu à faire la queue aux magasins d'outillage ou de fourniture.

Les accidents ont toujours été très nombreux, mais depuis quelque temps c'est bien autre chose. Le rythme forcé de la production se traduit par un chiffre incroyable de blessures, de doigts coupés et même d'accidents mortels. Les infirmières de l'infirmière sont débordées, pourtant elles sont une dizaine — pour se faire renouveler un pansement il faut faire une queue d'une demi-heure, des fois plus.

L'hystérie est absolument inexistante, les ateliers sont sales, les lavabos sont dégueulasses et presque toujours inondés, les vestiaires trop petits donnent lieu à chaque sortie à une pénible bousculade.

Les usines Renault sont un vrai bagnage dans lequel il est bien pénible d'être obligé d'aller gagner sa croûte.

Il y a du travail à faire pour le syndicat des métallos. Espérons qu'au lendemain de l'unité le nécessaire sera fait pour entreprendre la lutte contre le cynique exploitateur de Billancourt.

DANS LA BOULANGE

Si j'étais conducteur du prolétariat, je soumettrais à M. le ministre du Travail — le socialiste Frossard — oh ! pas grand chose : d'excuser sa commande dans le fournil. Ainsi aurait-il un aperçu des déplorables conditions de travail en usage dans la boulange. Peut-être aurait-il des vétilles d'action pour faire respecter les lois sociales en général la semaine de six jours en particulier, à tous les boulangeries (qui seuls ne l'ont pas) et à ceux qui sont en retard d'une année pour le repos hebdomadaire, c'est-à-dire qui travaillent 365 jours sans interruption, d'accorder, afin de refaire leur santé physique que morale, un congé de 52 jours de repos à pied afin d'occuper les chômeurs ; ou aux réfractaires, ces stakanovistes qui font les journées doubles, qui n'ont pas le courage de s'arrêter le sixième jour, 50 francs par jour à payer à la caisse de chômage qui est toute vide. Voilà du travail, M'sieur le ministre !

Mais le *comarade* Frossard, qui volontiers jouait au pourpre dans les colonnes de *Marienne*, avait son accession au pouvoir, va-t-il enfin montrer son grand amour pour ceux qui ont fait sa fortune politique ? Il y a les meilleures raisons pour en douter. Quand on est ministre, n'est-ce pas, on n'a d'autres buts que d'y rester, par conséquent on n'a garde d'attirer l'attention sur soi par des décisions qui peuvent dresser une catégorie d'électeurs — en l'occurrence le patronat boulangier. On fait le mort, c'est plus sûrement profitable !

Les travailleurs comprendront-ils cette nouvelle expérience et en tireront-ils les enseignements nécessaires ?

Neveu.

C. G. T. S. R.
SYNDICAT
DES TRAVAILLEURS DE L'AMEUBLEMENT
DE LA SEINE

Le Conseil syndical invite tous ses adhérents à être présents à la réunion du dimanche 21 janvier 1936, à 10 h. du matin, Bourse du Travail, Bureau des Métaux, n° 21, au 5^e étage.

L'ordre du jour étant chargé, prière d'être exact.

Les compagnons sympathisants sont cordialement invités.

Le Conseil syndical.

Communications Diverses

Groupe artistique et théâtral Floréal

Nous avertissons nos amis et adhérents que la première répétition en 1936, aura lieu le dimanche 7 janvier à 20 h. 30, salle de la synthèse, 6, impasse de Gênes.

Nous rappelons, que ce groupe s'est formé dans le but de faire de la propagande par la chanson, et le théâtre.

Que les organisations qui désirent donner des fêtes n'hésitent pas à nous faire signe, mais que chacun se presse, car la saison hivernale ne compte plus que quelques mois.

Pour tous renseignements, écrire à : Rachel Lantier, 34 gis, rue Sorbier, Paris (20e).

Centre de Culture Intellectuelle, Technique et Artistique du Comité des Loisirs de la Région Parisienne

Vendredi 3 janvier 1936, à 20 h. 30, Maison de la Coopération, 31, boulevard du Temple, Paris (3^e), salons Bonvalot.

L'Homme et la Société Conférence sur

LE EGYPTE

Causes Géographiques, Economiques et Religieuses par M. Kourzutko, élève de l'Ecole Normale Supérieure.

Présentation d'un film et auditions de disques et pages littéraires. Participation aux frais : 1 fr. 50.

PROAGANDISTES, LISEZ CECI !

Voici d'excellentes brochures de propagande qui seront laissées au prix exceptionnel de 0,15 à partir de 50 exemplaires, frais de port en sus :

KROPOTKINE, Aux jeunes gens... 1 fr.

KROPOTKINE, Le Salaria... 1 fr.

SEBASTIEN FAURE, Mon opinion sur la dictature... 1 fr.

G. THONARD, Ce que veulent les anarchistes... 1 fr.

MICHEL BAKOUNINE, Les Endemours... 1 fr.

ELISEE RECLUS, A mon frère le Payssan, suivi de Pourquoi nous sommes révolutionnaires... 1 fr.

ERICO MALATESTA, Entre Paysans... 1 fr.

ELISEE RECLUS, Evolution et Révolution... 1 fr.

G. BASTIEN, Anarchisme et Coopération... 1 fr.

P. KROPOTKINE, Le Gouvernement représentatif... 1 fr.

ERICO MALATESTA, En période électorale... 1 fr.

XXX, Les anarchistes et le cas de conscience... 1 fr.

UN GROUPE DE SYNDICATS, Centralisme et fédéralisme... 1 fr.

ARISTIDE BRIAND, La grève générale et la Révolution... 1 fr.

V. GRIFFUELHES, Le Syndicalisme Révolutionnaire... 1 fr.

ELISEE RECLUS, L'Anarchie et l'Eglise... 1 fr.

J. JEAN MOST, La Peste Religieuse... 1 fr.

RAOUL ODIN, La Rhétorique du Peuple... 1 fr.

PAUL LAFARGUE, Le droit à la paresse... 1 fr.

C. A. LAISANT, L'éducation de demain... 1 fr.

W. TCHERKESOFF, Pages d'histoire sociale... 1 fr.

MARESTAN, Le mariage, le divorce et l'union libre... 1 fr.

VOLINE, Fascisme rouge... 1 fr.

Service de Librairie

Nous rappelons à nos camarades que les bénéfices de notre service de librairie sont employés exclusivement à soutenir nos œuvres de propagande.

Nous demandons en conséquence de nous réserver leurs œuvres éditées soit littéraires, scientifiques, sociologiques, question sexuelle, médecine, hygiène, Économie, etc.

Nous ne faisons pas d'envoi contre remboursement, les camarades sont priés de joindre le montant à chaque commande ainsi que les frais de port à 10 % pour la France et 20 % pour l'étranger.

Adresser commandes et fonds à N. Faucier, cheque postal : 506.03, 29, rue Piat, Paris (20^e).

LIVRES

NESTOR MAKHNO : La Révolution Russe en Ukraine 5

SEBASTIEN FAURE : L'imposture religieuse 15

E. RECLUS, L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique 15

E. MALATESTA : Au café 20

FERNAND PELLOUTIER : Histoire des Bourses du Travail 12

M. BAKOUNINE : Dieu et l'Etat 10

J.-F. HORABRIN, Pr